

**Pays:** Les Pays Baltes - Lituanie, Lettonie et Estonie

**Commission:** Démographie

**Problématique:** Comment gérer les enjeux du vieillissement des populations au sein de l'Union Européenne?

Le vieillissement de la population constitue un défi majeur pour les Pays Baltes, qui connaissent une baisse significative de leur natalité et une émigration importante des jeunes générations. Selon Eurostat, en 2022, la part des personnes âgées de 65 ans et plus représentait environ 20 % de la population en Estonie, 21 % en Lituanie et 22 % en Lettonie. Nous pouvons constater que ce phénomène a dès lors des conséquences économiques et sociales majeures, notamment sur le financement des retraites, la pénurie de main-d'œuvre et l'organisation des services de santé et de soins aux personnes âgées.

Le déclin du taux de fécondité et l'augmentation de l'espérance de vie ont entraîné l'augmentation d'une population vieillissante aux Pays Baltes. Bien qu'un tel bilan démographique soit répandu au sein des pays européens, les taux d'émigration particulièrement élevés des pays baltes ont intensifié le problème. Soumis à une pression démographique constante de la part des pays voisins, les Pays Baltes ont de la difficulté à contrer cet enjeu.

Depuis une trentaine d'années, les États baltes sont marqués par un faible taux de fécondité. Entre 1990 et 2018, la population de la Lettonie est passée de 2,7 à 1,9 million d'habitants, et l'Estonie de 1,6 à 1,3 millions. Ces baisses importantes sont, conjointement avec plusieurs facteurs, le résultat d'un indice de fécondité inférieur au niveau nécessaire de remplacement de 2,1 enfants par famille. Avec la chute de l'Union soviétique en 1991, les États baltes ont subi une grave crise sociale : beaucoup de gens ont vu une détérioration dans leur niveau de vie. L'aide gouvernementale pour les garderies a diminué, et les subventions sur les produits pour enfants ont été éliminées». Simultanément, le nombre de mariages annuel diminue depuis une vingtaine d'années, alors que l'indice de fécondité des Pays baltes varie entre 1,3 et 1,7 enfant. Le cas de la Lettonie est particulièrement frappant, alors que l'indice de fécondité est passé de 1,45 en 2008 à 1,18 en 2010. Bien que la situation reste critique, l'accroissement naturel s'est légèrement amélioré au cours de la dernière décennie grâce aux politiques appliquées par chaque gouvernement national.

Le principal enjeu de cette transition démographique est la baisse de la population active. Les pays baltes subissent une diminution de leur population en âge de travailler, ce qui entraîne une pression accrue sur les systèmes de protection sociale. En Lituanie, la population totale est passée de 3,7 millions en 1990 à environ 2,8 millions en 2023, principalement à cause de l'émigration et du vieillissement. Par ailleurs, les systèmes de retraite sont sous tension. En Estonie, le ratio de dépendance des personnes âgées (nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes en âge de travailler) est passé de 25 en 2005 à environ 34 en 2022, et devrait atteindre 50 d'ici 2050. Enfin, l'augmentation des dépenses de santé et de soins de longue durée pèse sur les finances publiques. Le vieillissement s'accompagne d'une hausse des coûts liés aux maladies chroniques et à la dépendance des personnes âgées. En Lettonie, les dépenses de santé représentent environ 6,2 % du PIB, mais elles restent insuffisantes face aux besoins croissants des personnes âgées.

Face à ces défis, les pays baltes considèrent que le vieillissement démographique doit être géré de manière proactive, en équilibrant les réformes économiques, politiques migratoires et modernisation des systèmes sociaux. Leur position repose sur plusieurs axes : encourager une natalité plus élevée grâce à des politiques familiales attractives, comme des allocations, des congés parentaux allongés et un accès facilité aux crèches; attirer de nouveaux travailleurs hautement qualifiés notamment dans les secteurs technologiques et industriels; réformer les systèmes de retraite en adaptant l'âge de départ et en diversifiant les sources de financement, notamment en combinant répartition et capitalisation ainsi qu'investir dans les nouvelles technologies pour améliorer l'autonomie des

personnes âgées grâce à des solutions comme la domotique, la télémédecine ou la robotique d'assistance.

Les pays baltes ont déjà entrepris plusieurs réformes pour répondre à ces enjeux. L'Estonie a porté son âge légal de départ à la retraite à 64 ans et prévoit de l'augmenter progressivement en fonction de l'espérance de vie. Elle s'impose également comme un modèle en matière de numérisation des soins, avec un accès en ligne aux dossiers médicaux et des consultations à distance qui réduisent les coûts et améliorent l'accès aux soins. Par ailleurs, la coopération avec l'Union européenne permet d'exploiter des fonds d'adaptation démographique tels que le Fonds social européen (FSE+) et le Mécanisme de relance et de résilience, afin de moderniser les infrastructures médicales et d'adapter le marché du travail aux seniors. Enfin, la Lettonie a mis en place un programme pilote pour former et requalifier les travailleurs de plus de 55 ans dans des secteurs en tension, favorisant ainsi leur maintien en emploi et réduisant la pression sur les systèmes de retraite.

Les Pays-Bas entretiennent une relation ambivalente avec l'Union européenne, oscillant entre europhilie et euroscepticisme. En tant que membre fondateur de la CEE, le pays a toujours été un fervent défenseur de la coopération économique et du marché unique, dont il tire de nombreux bénéfices. Son économie ouverte et tournée vers l'exportation fait de l'UE un partenaire essentiel. Cependant, une partie de la population et plusieurs partis politiques expriment une certaine méfiance envers l'Union européenne. Le rejet de la Constitution européenne en 2005 et la montée de mouvements nationalistes illustrent cette tendance. Les préoccupations concernent principalement la perte de souveraineté nationale, les politiques migratoires et les contributions financières aux mécanismes de solidarité. Ils soutiennent l'intégration européenne tant qu'elle sert leurs intérêts économiques et commerciaux, mais restent réticents à toute évolution vers une union politique plus centralisée.